



8 juillet 2021
Communiqué de presse

LOI ANTI LGBTI : DÉFENDONS LE DROIT D'AIMER QUI L'ON VEUT

Le 15 juin, le Parlement hongrois a décidé de se doter d'une loi visant à **interdire la "promotion" de l'homosexualité** auprès des mineurs. Par cette loi liberticide et contraire aux valeurs de l'Union européenne, le gouvernement hongrois va permettre le musellement des ONG de défense des droits LGBTI et organiser la censure de l'ensemble de l'offre culturelle (séries, films, livres et projets éducatifs) où les personnes LGBTI sont évoquées. Une attaque contre les droits humains inacceptable à laquelle **l'Union européenne doit apporter une réponse forte**.

En hémicycle, l'eurodéputée et co présidente du groupe The Left Manon Aubry a défendu le droit fondamental d'aimer qui l'on veut : *"Madame Von Der Leyen, Monsieur Michel, je pensais qu'en Europe en 2021, nous n'accepterions pas qu'on remette en cause ce droit si simple et si fondamental. Celui d'aimer. C'est pourtant le cas dans la Hongrie d'Orban, ou entre en vigueur aujourd'hui, une loi de la honte."*

Comment peut-on accepter qu'un pays membre de l'Union européenne stigmatise ainsi une partie de sa population ? Cette loi est défendue comme étant un outil législatif pour éviter les crimes de pédophilie, faisant ainsi un amalgame intolérable. Pour les ONG hongroises de défense des personnes LGBTI, elle représente un danger pour les homosexuels car elle pourrait entraîner la hausse des comportements de violences homophobes et banaliser au sein de la société hongroise des liens inacceptables entre l'homosexualité et la pédophilie.

Plus globalement, cette loi s'inscrit dans un contexte où les idées d'extrême droite font une percée dangereuse au sein de l'Union européenne. Alliance inédite des partis d'extrême droite (Le Pen, Orbàn, Salvini), remise en cause des droits des femmes en Pologne, loi anti LGBTI en Hongrie, tout cela en parallèle du début de la présidence slovène par le premier ministre Janez Janša. La menace des idées réactionnaires et ultranationalistes n'est plus juste une ombre lointaine. Elle est désormais à nos portes. Malheureusement, la Commission européenne est plus prompte à exiger des pays qu'ils s'alignent sur ses exigences anti sociales et libérales, qu'à obtenir le respect des droits fondamentaux.

Délégation France insoumise au Parlement européen

Contact Presse :

Cassandra Serier - +33 6 48 75 49 32